

**ARRETE ACCORDANT**  
**UN PERMIS DE CONSTRUIRE COMPRENANT OU NON DES**  
**DEMOLITIONS**  
**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**  
**ARRÊTÉ 2025P00094**

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE                                             |                                                                                                  | Référence dossier                                  |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Dossier déposé le 05/08/2024, complété le 08/08/2024 et le 04/10/2024 |                                                                                                  | <b>N° PC 059328 24 S0021</b>                       |
| <b>Par :</b>                                                          | ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LILLE représentée par Monsieur DELABY Jean-François                    | Surface plancher existante : 424,10 m <sup>2</sup> |
| <b>Demeurant à :</b>                                                  | 68 Rue Royale<br>59800 Lille                                                                     | Surface plancher créée : 28,50 m <sup>2</sup>      |
| <b>Pour :</b>                                                         | Réhabilitation et surélévation partielle d'un immeuble mixte à usage de bureaux et de logements. | Surface plancher supprimée : 31,10 m <sup>2</sup>  |
| <b>Sur un terrain sis :</b>                                           | 113 Rue Flament Reboux à Lambersart<br>Cadastré : AS472                                          | Logement(s) créé(s) : 2                            |
|                                                                       |                                                                                                  | <b>Destination : Habitation Bureaux</b>            |

**Le Maire,**

**Vu** la demande de Permis de construire susvisée,  
**Vu** les pièces complémentaires déposées par le pétitionnaire en date du 08/08/2024 et du 04/10/2024,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et R. 421-14 et suivants,  
**Vu** l'article L.122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille en vigueur,  
**Vu** le Site Patrimonial Remarquable approuvé le 19 août 2005,  
**Vu** l'avis favorable de la DRAC des Hauts-de-France - Architecte des Bâtiments de France en date du 04/12/2024,  
**Vu** l'avis favorable de la DRAC des Hauts-de-France - Service Régional de l'Archéologie en date du 30/08/2024,  
**Vu** l'avis favorable avec prescriptions de la Métropole Européenne de Lille en date du 27/09/2024,  
**Vu** l'avis défavorable avec prescriptions de la Commission d'Accessibilité en date du 24/09/2024,  
**Vu** l'avis favorable avec prescriptions de la Commission d'Accessibilité en date du 22/10/2024,  
**Vu** l'avis réputé favorable de la Commission Communale de Sécurité de Lambersart suite à consultation en date du 28/08/2024,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le permis de construire est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée et est assorti des prescriptions et observations énoncées ci-après.

**Article 2 :** Les prescriptions de la Métropole Européenne de Lille, précisées dans l'avis susvisé seront respectées.

**Article 3 :** Les prescriptions et observations émises par la Commission d'Accessibilité dans le rapport ci-visé devront être strictement respectées.

**Article 4 :** Le présent arrêté ne vaut pas autorisation au titre du code de l'environnement (Enseignes). Il appartient au demandeur d'obtenir les autorisations nécessaires.

**Observation** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**Observation** : Le bénéficiaire du présent arrêté devra verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif, prévue à l'article L. 1331-7 du Code de la Santé Publique.

**Observation** : Le projet est susceptible d'être soumis à la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive, il vous appartient de procéder à une déclaration auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction, sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers ».

Il faudra également déposer obligatoirement la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) en mairie.

**Observation** : En application de l'article R. 462-1 du Code de l'urbanisme, la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) est établie par le maître d'ouvrage ou l'architecte selon les cas. Conjointement, et conformément aux articles R.462-3 et suivants du Code de l'urbanisme, il devra être fourni par le maître d'ouvrage des attestations relatives à la prise en compte de la réglementation thermique, énergétique, environnementale, accessibilité et acoustique selon les cas, établies par l'une des personnes habilitées, ou établies par le maître d'ouvrage lui-même selon les cas, mentionnées aux articles R.122-24 à R.122-35 du Code de la Construction et de l'Habitation, cela pour chaque bâtiment ou partie de bâtiment concernée.

Fait à Lambersart

**Pour le Maire**  
Le Conseiller Municipal Délégué

Signé électroniquement par : Nicolas BURLION  
Date de signature : 26/02/2025  
Qualité : Elu (Maire Délégué), Urbanisme, Certificats de numérotage et attributions de numéros de Vote, Eclairage Public



**Nicolas BURLION**

Affichage en mairie de l'avis de dépôt le : 06/08/2024

Affichage en mairie le : 26 FEV. 2025

Transmission à la Préfecture le : 26 FEV. 2025

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

- Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
  - si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
  - si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

---

## INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

---

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la nature du projet, la date et le numéro du permis et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit indiquer le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le projet est soumis à l'obligation de recours à un architecte. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DURÉE DE VALIDITÉ :** Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans (décret n°2016-6 du 5 janvier 2016) à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enseillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des Assurances.

Toute personne physique ou morale qui, agissant en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, fait réaliser des travaux de construction, doit souscrire avant l'ouverture du chantier, pour son compte ou pour celui des propriétaires successifs, une assurance garantissant, en dehors de toute recherche des responsabilités, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1, les fabricants et importateurs ou le contrôleur technique sur le fondement de l'article 1792 du Code Civil, dans les conditions prévues par l'article L. 242-1 du Code des Assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut-être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.